Les pays laïques en 3e : cours, exercices et méthode pour le brevet

3e | Difficulté ★★☆ | ⏱ 45 min | Objectif : Les pays laïques | Tombe souvent au brevet | Éco-encre (N&B)

Prénom : .....

Date : .....

Compétence visée (programme cycle 4) : Valeurs et symboles de la République, laïcité, nationalité, institutions.

Coach Vince te résume l'essentiel

- Un État laïque ne favorise ni ne combat aucune religion : il garantit la liberté de conscience.
- En France, la laïcité sépare les institutions publiques des organisations religieuses et impose la neutralité de l'État.
- Tu dois distinguer la liberté religieuse des citoyens et la neutralité exigée de certains agents publics.

AU BREVET, ON TE DEMANDE...

Tu dois identifier un principe de laïcité dans un document et justifier son application à une situation concrète.

Type de question	Analyse de document et question de cours rédigée.
Exemple type	À partir d'un règlement de service public indiquant que les usagers sont accueillis sans distinction de religion, explique quel principe républicain est appliqué et justifie ta réponse.
Alerte piège	Confondre la neutralité de l'État avec une interdiction faite aux citoyens d'avoir ou d'exprimer toute conviction religieuse.

LA LEÇON

Comprendre ce qu'est un pays laïque

Un pays laïque est un pays dans lequel l'État n'impose pas une religion et ne donne pas de privilège politique à une religion. La laïcité organise les rapports entre les pouvoirs publics et les convictions religieuses. Elle ne signifie donc ni l'absence de religions dans la société ni l'interdiction de croire. Une personne peut croire, ne pas croire, changer de religion ou ne pas vouloir exprimer ses convictions : c'est la liberté de conscience. Cette liberté concerne aussi les convictions philosophiques, athées ou agnostiques. Dans une démocratie, l'État doit protéger cette liberté pour toutes et tous, sans préférence. La loi commune s'applique ainsi à chaque citoyen, quelles que soient ses croyances. En France, la Constitution affirme que la République est laïque. La loi de séparation des Églises et de l'État pose un principe essentiel : la République ne reconnaît pas officiellement un culte, n'en salarie pas les ministres et n'en finance pas le fonctionnement ordinaire. Cela ne signifie pas que les bâtiments religieux disparaissent ni que toute aide publique est impossible. Par exemple, une collectivité peut entretenir un édifice qui lui appartient ou financer une activité d'intérêt général dans le respect de règles précises. Retient surtout le plan de jeu : la laïcité ne juge pas les croyances ; elle empêche l'État d'en privilégier une. Elle permet donc à des personnes de convictions différentes de vivre ensemble sous les mêmes lois.

Les notions à ne pas confondre

Notion	Définition précise	Exemple concret
Liberté de conscience	Droit d'avoir une religion, de n'en avoir aucune, d'en changer ou de garder ses convictions privées.	Un élève peut être croyant, athée ou agnostique sans subir de discrimination.
Liberté de culte	Droit de pratiquer une religion, seul ou avec d'autres, dans le respect de la loi, de l'ordre public et des droits d'autrui.	Des croyants peuvent se réunir dans un lieu de culte autorisé.
Neutralité de l'État	Obligation pour les institutions publiques de ne favoriser ni défavoriser aucune conviction religieuse.	Une mairie ne peut pas réserver un service public aux membres d'une religion.
Laïcité	Principe qui garantit la liberté de conscience, l'égalité des citoyens et la neutralité des pouvoirs publics.	L'administration accueille tous les usagers selon les mêmes règles.
État ayant une religion officielle	État dans lequel une religion bénéficie d'un statut particulier dans les institutions ou dans le droit.	La religion et le pouvoir politique y sont liés d'une manière qui n'est pas celle de la laïcité française.

Les trois appuis de la laïcité française

- La liberté. Chacun choisit ses convictions. Cette liberté n'autorise cependant pas à imposer une pratique à autrui, à menacer quelqu'un ou à refuser une règle de droit commune.
- L'égalité. Les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, quelles que soient leurs croyances. Une décision publique ne peut pas avantager une personne parce qu'elle appartient à une religion ou parce qu'elle n'en a pas.
- La neutralité des pouvoirs publics. L'État, les collectivités territoriales et les services publics ne prennent pas parti entre les convictions. Cette obligation protège les usagers : ils doivent pouvoir accéder à un service public sans pression religieuse.
- La séparation. Les autorités religieuses ne dirigent pas l'État, et l'État ne décide pas de la foi des personnes. Les lois sont discutées et votées au nom de l'intérêt général, non au nom d'un texte religieux.
- Le respect du pluralisme. Dans un pays démocratique, des convictions différentes coexistent. Respecter une personne ne t'oblige pas à partager ses idées ; cela t'oblige à reconnaître ses droits et sa dignité.

À l'école publique : liberté et règles communes

L'école publique est laïque parce qu'elle accueille tous les élèves et transmet des savoirs communs. Les enseignements reposent sur les connaissances établies par la recherche et les programmes scolaires, pas sur une croyance particulière. Les personnels de l'Éducation nationale sont soumis à une obligation de neutralité dans l'exercice de leurs fonctions : ils ne doivent pas manifester leurs convictions religieuses auprès des élèves. Les élèves, eux, ne sont pas soumis à cette même obligation générale. Toutefois, la loi interdit, dans les écoles, collèges et lycées publics, les signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse. Cette règle ne vise pas les signes discrets. Elle s'applique dans le cadre précis de l'enseignement public ; ne l'étends pas à tous les lieux de la société. La laïcité scolaire protège le droit de chacun à apprendre sans être soumis à une influence religieuse.

Comparer des États sans tomber dans les simplifications

Tous les pays ne suivent pas le même modèle. Il faut donc éviter d'affirmer qu'un pays est « laïque » simplement parce que ses habitants peuvent pratiquer plusieurs religions. La liberté religieuse peut exister dans un État qui maintient aussi une religion officielle. À l'inverse, un État peut se déclarer laïque dans ses textes mais connaître des difficultés pour appliquer réellement l'égalité et la liberté de conscience. Pour comparer des pays, pose toujours plusieurs questions : l'État a-t-il une religion officielle ? Les institutions religieuses interviennent-elles dans les décisions politiques ? Les lois garantissent-elles la liberté de croire et de ne pas croire ? Les citoyens de toutes convictions ont-ils les mêmes droits ? Les agents publics doivent-ils rester neutres ? La France se caractérise par une séparation affirmée entre les cultes et l'État, mais son application comprend des situations particulières liées à l'histoire locale. En Alsace-Moselle, par exemple, un régime spécifique des cultes subsiste. Ce cas ne supprime pas le caractère laïque de la République : il montre qu'un principe national peut être appliqué avec des règles locales héritées de l'histoire. Au brevet, une question peut présenter un document sur une décision publique, une situation scolaire ou une liberté religieuse. Ne récite pas seulement une définition. Identifie d'abord l'acteur concerné : un citoyen, un élève, un agent public, une administration ou un élu. Ensuite, indique le principe en jeu : liberté de conscience, égalité, neutralité ou séparation. Enfin, relie ce principe au fait précis du document. Une réponse solide ressemble à ceci : « Cette situation concerne la neutralité du service public, car l'administration doit traiter tous les usagers de manière égale, sans privilégier une religion. » Coach Vince te demande de nommer le principe exact avant de conclure. C'est une rédaction courte, mais elle fait la différence.

Exemples résolus

Identifier le principe dans un service public

Énoncé. Dans une mairie, un agent accueille deux personnes qui demandent la même démarche administrative. Il doit appliquer les mêmes règles, quelles que soient leurs religions. Quel principe de la laïcité est concerné ?

1. Repère l'acteur : l'agent travaille dans un service public.
2. Repère le fait important : les deux usagers doivent être traités selon les mêmes règles.
3. Associe ce fait à la neutralité du service public et à l'égalité des citoyens.

Résultat : Le principe concerné est la neutralité du service public. L'agent public ne doit favoriser ni défavoriser un usager en raison de sa religion ; il garantit ainsi l'égalité de traitement.

Distinguer croyance et laïcité

Énoncé. Un élève affirme : « La laïcité oblige tout le monde à ne pas croire. » Corrige cette affirmation dans une réponse rédigée.

1. Refuse l'affirmation : elle confond laïcité et absence de religion.
2. Donne la définition centrale : la laïcité garantit la liberté de conscience.
3. Ajoute les possibilités protégées : croire, ne pas croire ou changer de conviction.
4. Précise que l'État, et non les citoyens, doit rester neutre.

Résultat : Cette affirmation est fausse. La laïcité ne force personne à ne pas croire : elle garantit la liberté de conscience. Chaque personne peut avoir une religion, ne pas en avoir ou changer de conviction. En revanche, l'État et les services publics doivent rester neutres.

TA SÉANCE D'ENTRAÎNEMENT

1 Les mots essentiels ★☆☆

Associe chaque notion à sa définition.

1. Liberté de conscience .....
2. Neutralité de l'État .....
3. Laïcité .....

2 Vérifie tes repères ★☆☆

Indique si chaque affirmation est vraie ou fausse, puis lis la correction.

1. La laïcité impose à tous les citoyens de ne pas avoir de religion. .....
2. Un État laïque ne doit pas privilégier une religion. .....
3. L'égalité des citoyens s'applique quelles que soient leurs convictions. .....

3 Qui est concerné ? ★★☆

Identifie la règle principale applicable à chaque acteur.

1. Un agent d'accueil d'une administration reçoit des usagers. .....
2. Une citoyenne choisit de ne suivre aucune religion. .....
3. Un élu veut réserver une aide municipale aux membres d'une seule religion. .....

4 Répare une définition ★★☆

Réécris chaque phrase pour la rendre exacte.

1. « La laïcité est l'interdiction des religions dans la société. » .....
2. « Tous les habitants d'un pays laïque doivent afficher les mêmes convictions. » .....

5 Une situation de mairie ★★☆

Justifie, dans une réponse rédigée, pourquoi la situation respecte la laïcité.

Une mairie prête une salle municipale selon les mêmes critères à plusieurs associations, quelles que soient les convictions de leurs membres.

6 Distinguer deux situations ★★★

Analyse les deux cas et indique lequel correspond le mieux à un État laïque.

État A : une religion possède un statut officiel et ses responsables participent directement à la rédaction des lois. État B : l'État ne reconnaît aucune religion officielle et garantit la liberté de conscience.

7 La règle dans l'établissement public ★★★

Explique la différence entre la situation d'un personnel et celle d'un élève.

Dans un établissement public, une enseignante exerce son métier devant ses élèves ; un élève exprime une conviction religieuse par un signe discret.

8 Réponse construite ★★★

Rédige une réponse organisée en utilisant les mots liberté de conscience, égalité et neutralité.

Explique en quoi la laïcité permet à des citoyens ayant des convictions différentes de vivre ensemble.

ÉVALUATION

Réponds avec des phrases précises et justifie dès que la question le demande.

Barème : 20 points

1. Définis la liberté de conscience. / 3

2. Explique ce que signifie la neutralité de l'État. / 3

3. Indique si l'affirmation est vraie ou fausse : « La laïcité interdit la pratique religieuse. » Justifie. / 3

4. Une agente publique refuse de traiter le dossier d'un usager en raison de sa religion. Quel principe n'est pas respecté ? / 3

5. Explique pourquoi l'école publique est laïque. / 4

6. Rédige un paragraphe expliquant comment la laïcité associe liberté et règles communes. / 4

Les conseils de Coach Vince

Nomme le principe
Avant de répondre, écris le mot précis : liberté de conscience, égalité, neutralité ou séparation. Une réponse justifiée vaut mieux qu'une opinion générale.

Appuie-toi sur le document
Cite un fait concret du document, puis relie-le au principe de laïcité. Évite les phrases vagues comme « ce n'est pas bien ».

Pour aller plus loin sur exercices-3eme.fr

- **Toutes les fiches de EMC en 3e** · /emc-3eme/
- **Le domaine « republique-citoyennete » en 3e** · /emc-3eme/republique-citoyennete/
- **Préparer le brevet (dates, épreuves, méthode)** · /brevet/